

*Date de dépôt: 9 janvier 2007*

## Pétition

### **concernant le Plan localisé de quartier situé à la rue Camille-Martin, au Petit-Saconnex**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

C'est par la Feuille d'Avis Officielle du 6 décembre 2006 que nous apprenons :

- la mise à l'enquête publique du PLQ n°29132.207, situé à la Rue Camille-Martin, Ville de Genève, Section Petit-Saconnex,
- la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève du 7 novembre 2006,
- la prochaine soumission de ce PLQ à l'approbation au Conseil d'État.

Locataires des immeubles susmentionnés, nous sommes directement concernés par ce projet présenté pour la seconde fois et **sans que nous en ayons été aucunement informés.**

Nous rappelons pour mémoire :

- **En date du 6 avril 2001, nous nous opposons fermement à la construction de deux nouveaux bâtiments** ainsi qu'à la lourde rénovation des anciens dans une lettre à la CAP et au DAEL et par une pétition pour laquelle nous réunissons environ 500 signatures (Pétition N°-P45A du 11 avril 2001 et photo du périmètre concerné).
- En avril 2005, la CAP relance ce même projet en déposant la demande de renseignements DR17'813.

La proposition du Conseil administratif du 23 août 2006, (PR-493), en vue de l'approbation du projet du Plan Localisé de Quartier N° 29132-207, prévoit la construction de deux bâtiments de logements sur 4 parcelles

situées à l'angle de la rue Camille-Martin et de l'avenue d'Aire, en zone de développement 3.

- Elle est présentée aux Conseillers municipaux de la Ville de Genève. Dans *l'exposé des motifs*, nous relevons (*sic*) : « les aménagements extérieurs permettront de préserver un espace destiné aux jardinets qui sont si appréciés par les habitants. La belle lignée de peupliers bordant le cimetière de Châtelaine, sera conservée et des mesures particulières seront prises pour assurer sa protection, lors des travaux. Dans le cas où ceux-ci auraient trop à souffrir des travaux de construction, de nouvelles plantations de remplacement seraient prévues. »

Pour sa part, le Conseil Administratif commente (*sic*) : « prend acte avec satisfaction de ce projet qui encourage la construction de seize nouveaux logements..... tout en conservant les atouts et la qualité de vie du périmètre »

- En date du 23 octobre 2006, PR-493A, le rapport de Madame Alexandra RYS, informe (*sic*) :

« La commission a auditionné tour à tour Mme Bojana Vasiljevic Menoud, directrice adjointe de l'Aménagement du territoire, et M. Gilles Doessegger, adjoint de direction au Service municipal d'urbanisme, M. Christian Ferrazino, conseiller administratif, et, pour terminer, M. Gilbert Moreillon, chef de la section travaux de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels de Genève (CAP). »

Enfin nous apprenons (*sic*) :

« ... quelques commissaires se sont inquiétés de savoir si les opposants au précédent projet ne pourraient pas se manifester une fois encore. La CAP pense que ce ne sera pas le cas, les oppositions ayant été faites contre la rénovation lourde des bâtiments existants, rénovation qui n'est plus d'actualité. La CAP ne procédera en effet qu'à des rénovations légères. »

- Les délibérations des 7 et 8 novembre 2006 du Conseil municipal de la Ville, mettent en lumière le fait que Madame Ruth LANZ AOUD, présidente de la Commission CAE, accepte ce projet contre garantie reçue de la CAP de la préservation de la rangée de peupliers, des jardins familiaux et la qualité de vie pour tous.
- Par ailleurs, des voix s'inquiètent d'une évidente discrimination dans le traitement des quartiers.

Au-delà des déclarations relevées, nous constatons qu'un certain nombre d'éléments font défaut ou sont contradictoires, dans ce dossier. En synthèse :

1. En dépit de l'assurance donnée aux Conseillers, il semble bien qu'en aucun cas, l'allée de peupliers ne sera préservée. En effet, en date du 3 avril 2006, Monsieur Gilles Mulhauser, directeur au Domaine Nature et paysage, informe Monsieur Jacques Moglia, du Service des plans d'affectation à la Direction de l'Aménagement en ces termes : « Au vu de l'état sanitaire de la lignée de peupliers située le long du cimetière, ceux-ci ne pourront être maintenus lors des travaux de construction. Dès lors, prévoir dans le PLQ leur abattage et leur remplacement par de nouvelles plantations »

Aucun plan financier n'étant finalisé, il n'existe aucune garantie de remplacement satisfaisant de la végétation.

2. Les actuelles 25 parcelles de jardinets d'une superficie de 50 m<sup>2</sup> chacune seront remplacées par 18 «rectangles» de 12,5 m<sup>2</sup> désormais difficilement assimilables à des « jardinets ».
3. La distance de 4 m séparant les nouveaux immeubles des constructions existantes engendrera inévitablement, pour certains locataires, une perte de jouissance de la chose louée dont il n'est nullement fait état, avec, par exemple, en sus de l'évidente perte de lumière, une condamnation des trois garages fermés du 58.
4. Le schéma de circulation prévu ainsi que l'augmentation du trafic lié à l'arrivée de nouveaux habitants sur ce périmètre restreint constitue une nuisance certaine en terme de pollution locale et d'exposition au bruit. Dans une zone déjà classée DS III en raison du passage quotidien de milliers de véhicules sur l'avenue d'Aire, signalons aussi la contrainte subie par les locataires du 58 en terme d'inévitables bruits solidiens générés par le passage de trains dans le tunnel de la voie de chemin de fer Vernier-La Praille, nuisance sonore diurne et nocturne également banalisée.
5. Rien ne semble prévu pour permettre l'entrée et la sortie sécurisée par la rue Camille-Martin, exercice dont la pratique quotidienne se révèle déjà de jour en jour plus problématique, en raison du nouvel afflux des véhicules inhérent à la récente construction des immeubles et de l'école des Ouches et de la densification de l'ensemble du quartier.
6. Relevons en particulier que, au lieu dit la « campagne Masset », soit de l'autre côté de l'avenue d'Aire, cette fois, aux n°73 à 73<sup>E</sup>, le Conseil d'État a adopté un arrêté permettant la délivrance d'une autorisation de construire portant sur la réalisation de 86 nouveaux logements. Depuis plusieurs mois, nous subissons donc les nuisances de ce chantier de

construction de 5 immeubles d'habitation avec commerces, garage souterrain et parking extérieur. Il est à prévoir que cette nouvelle vague d'habitants et de véhicules dans une zone déjà « sensible » en terme de bruit, de pollution et de trafic ne pourra que complexifier les problèmes.

7. Construite pour les ouvriers des Charmilles en 1931, La Cité Jardin D'Amont demeure un ensemble de qualité dont la Société d'Art Public rend compte dans son évaluation du 28 mars 2001 adressée au Département de l'aménagement, émettant en conclusion toute réserve sur un projet de densification du périmètre.
8. A ce propos, un autre élément architectural d'importance nous interpelle, dans la mesure où les toits plats des bâtiments projetés ne peuvent en aucune façon s'intégrer dans le site concerné.
9. Depuis les naturalistes du XVIIIème, les témoignages de l'intérêt des citoyennes et citoyens genevois pour la préservation de leur proche environnement sont bien plus que de l'histoire, ils sont d'une quotidienne actualité. Dès lors, il nous est impossible de passer sous silence le désintérêt de ce projet pour la faune. Les arbres, jeunes ou vieux, sont précieux. Ils participent à la préservation de la biodiversité dans notre Canton urbanisé. Chauves-souris et écureuils sont depuis longtemps installés dans nos grands peupliers et les hérissons n'ont pas encore déserté nos parcelles.

La richesse ornithologique d'un si petit îlot est réelle. Les visiteurs de passage ne manquent jamais de s'étonner en découvrant la variété d'oiseaux trouvant refuge dans la verdure. Les rouges-gorges, pinsons, mésanges, bouvreuils ou autres pies seront les premières victimes de l'abattage des arbres et du bétonnage projeté.

Voté sur la base d'informations erronées fournies aux Conseillers municipaux, ce PLQ péjore grandement notre qualité de vie et notre environnement. En illustrations sont jointes deux vues aériennes du périmètre : AVANT (photo du Département) et une projection APRÈS.

Nous nous inscrivons en faux contre les déclarations de la CAP à la Commission CAE et maintenons notre ferme opposition au PLQ N°29132-207 avec à l'appui la signature des locataires des immeubles concernés.

## INVITE

Au bénéfice de l'exposé qui précède, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs les députés, à préserver les arbres et les jardins et à maintenir ce site exceptionnel qu'est la Cité Jardin D'Amont.

N.B. : 5 signatures  
*Groupement des locataires des*  
*58 et 60 avenue d'Aire*  
2, rue Camille-Martin  
1203 Genève